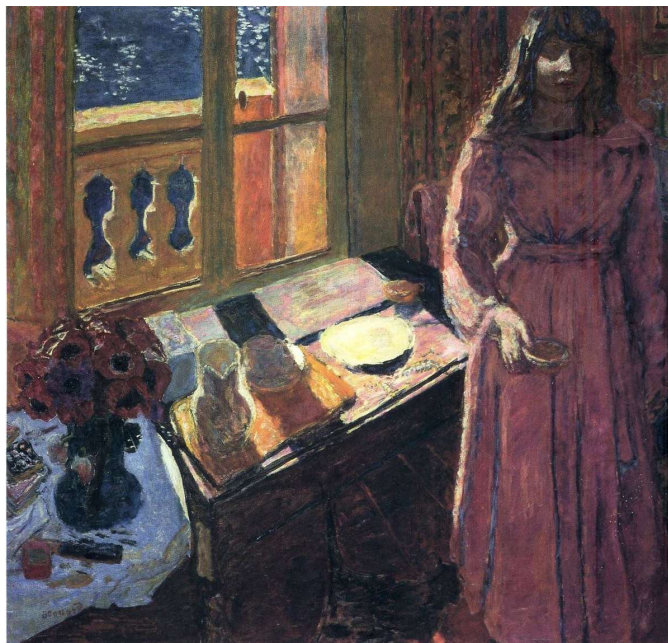


Sorbonnard
Essais sur l'historiographie française¹

Par Christophe Farquet



« Le bol de lait », 1919

Mickey au Komintern

Chapoutot, le nazisme et l'histoire culturelle

2

Entracte

Feiertag/Margairaz, les banques centrales et l'histoire financière

11

Repenser Vichy

Aglan, 1940 et l'histoire politique

12

¹ A l'origine, comme annoncé, ce texte aurait dû s'intituler « « Hard Power. Girault contre la Sorbonne », mais bon...

Mickey au Komintern

« Du meilleur historien du nazisme en France »



Char russe T-34, surnommé « Mickey Mouse », en raison de ses trappes

« La révolution culturelle nazie »

Les historiens entretiennent un rapport particulier avec le nazisme. En raison de l'impact sans comparaison qu'il a laissé sur l'histoire mondiale, des difficultés d'appréhender rationnellement sa monstruosité surgie au cœur d'une des nations les plus développées et de l'ampleur proprement gigantesque du corpus d'études historiques qu'il a suscité au cours des dernières décennies, le national-socialisme est devenu le sujet historique par excellence à l'aune duquel la pertinence et la profondeur d'une approche historique doivent se mesurer. Aussi est-il très risqué de s'y confronter, si bien que quantité de très bons historiens, lucides quant aux dangers de l'entreprise, préfèrent y renoncer. L'historiographie française est exemplaire de cette prudence, alors même que la richesse de la tradition historique du pays et sa proximité avec l'Allemagne auraient dû naturellement inciter à l'éclosion d'une abondante littérature. En dehors de sa mère-patrie, l'histoire du nazisme est nettement dominée par les historiens anglo-saxons, et très rares sont les académiciens français de premier rang à se spécialiser dans ce domaine.

Johann Chapoutot a choisi d'être l'un d'entre eux. Or, tout indique que son orientation s'est avérée très heureuse. Cet historien d'une quarantaine d'années, professeur à La Sorbonne, est devenu le chef de file de l'histoire du nazisme en France. Depuis une dizaine d'années, sa production historique est impressionnante : il est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages, incluant trois monographies sur l'histoire culturelle du nazisme, accueillies comme des œuvres majeures, une biographie co-écrite d'Hitler et un livre sur les autoritarismes durant l'entre-

deux-guerres. Devant une telle bibliographie, il semblerait que l'on assiste à la révélation d'un authentique génie, avec la précocité et la fulgurance qui incombent à ce rang. Et, de fait, c'est bien dans ce registre que Chapoutot paraît vouloir jouer, intervenant sur tous les aspects du nazisme, de la chute politique de Weimar aux origines de l'Holocauste, en passant par l'influence du grand capital sur l'ascension au pouvoir des nazis. Le problème est que, comme on le sait, le statut de génie est étranger aux sciences historiques. Les textes de Chapoutot le démontrent mieux que tout autre. Si cet historien a acquis une méthode efficace pour rédiger rapidement des livres sur le nazisme, avec une certaine maîtrise du style littéraire, il n'a pas compris, en revanche, ce qu'était le nazisme. La cause en est toute simple : dans sa course effrénée, le valeureux historien ne s'est pas arrêté pour prendre le temps de lire.

Parmi la variété des thématiques abordées par Chapoutot, le leitmotiv de sa conception du nazisme peut se résumer de la façon suivante. Considérant que l'historiographie a eu trop tendance à mettre l'accent sur la barbarie déraisonnée du nazisme, tout en évitant de se confronter à la rationalité qui sous-tend l'adhésion du peuple allemand au régime dirigé par Hitler, il affirme que le nazisme a fondé sa réussite, avant toute chose, sur une authentique « révolution culturelle », selon le titre de l'ouvrage le plus connu de l'auteur paru en 2017. A un pays en désarroi, frappé de tous les malheurs économiques, sombrant dans le chaos politique et endurant des humiliations internationales, il a offert une nouvelle conception du monde qui, puisant dans un certain nombre d'idées en vogue en Europe durant l'entre-deux-guerres, a reçu un large soutien. A la vision humaniste de l'universalité des droits issue des Lumières, le nazisme substitue la logique de « la loi du sang », pour citer cette fois le titre de la thèse d'habilitation de Chapoutot, une conception biologique du genre humain, hiérarchisé en différentes races livrées à une lutte perpétuelle entre elles. L'Allemagne est une communauté nationale, unie par le sang, qui est menacée de l'intérieur par les bacilles juifs et qui est entravée dans son espace vital par l'exiguïté de son territoire. S'alimentant du racisme, de l'antisémitisme, du colonialisme, de l'eugénisme ou encore du social-darwinisme, qui ont fait florès en Europe occidentale depuis la fin du XIXe siècle, le nazisme rassemble et radicalise ces conceptions à l'intérieur d'une perspective cohérente qui renverse finalement toutes les valeurs associées à la révolution française. Il faut donc prendre au sérieux les discours nazis, nous dit Chapoutot, et ne pas les réduire, comme les historiens ont trop souvent tendance à le faire, à un pur délire de propagande issu des esprits malades de brutes épaisses.

Jusqu'à là rien de très novateur. Mais le nazisme, pour Chapoutot, c'est également une nouvelle vision de l'histoire. C'est ici peut-être que réside l'originalité de ses ouvrages. Le terme de révolution, répète-t-il inlassablement dans ses écrits, doit s'entendre en effet au sens pré-révolutionnaire : *revolvere*, un retour sur soi, c'est-à-dire aux origines de la germanité. Si la révolution nazie ne regarde pas vers l'avenir et qu'elle est pleinement contre-révolutionnaire, elle n'est pas pour autant une simple réaction ou restauration politique. Elle prétend revenir, pour l'éternité, jusqu'aux sources de la pureté de la race aryenne. Par conséquent, cette révolution ne fait pas seulement fi des idées de 1789, elle remet en cause toute la tradition judéo-chrétienne. Qu'on ne se méprenne pas pour autant sur son sens : il ne s'agit aucunement d'un projet d'acculturation, de régression vers la sauvagerie pré-civilisationnelle, puisque, selon les nazis, les aryens sont à l'origine des plus grandes réalisations humaines. Il s'en suit une authentique annexion de l'histoire de l'humanité. Chapoutot montre par exemple, dans sa thèse de doctorat consacrée au « national-socialisme et l'Antiquité », que les grecs anciens deviennent, dans l'imaginaire nazi, des descendants des peuples nordiques. Ce qui pourrait prêter à sourire a une nouvelle fois le plus haut degré d'importance selon lui, puisque c'est bien

dans ce cheminement vers les origines que se situe le cœur, le principe moteur, de la révolution culturelle. Pour prouver à quel point de telles idées ont connu une vaste diffusion sous le nazisme, il était son propos à l'aide de sources variées, publiées pour la plupart : manuels scolaires, discours des dirigeants nazis ou écrits spécialisés d'anthropologie. Et d'insister lourdement sur ce que les juristes, les philosophes ou les archéologues, l'élite intellectuelle allemande donc, ont fait partie des plus sûrs vecteurs de ce retournement sincère des valeurs, ce qui contredit, selon lui, l'idée d'une folie déraisonnée du nazisme.

« Le meurtre de Weimar »

Que penser de cette lecture ? Excepté les quelques apports à la recherche, qui sont surtout présents dans la thèse de doctorat de Chapoutot, le verdict s'impose de lui-même pour quiconque s'intéresse au national-socialisme : l'interprétation générale que cet historien propose passe complètement à côté de la réalité de la révolution nazie. Car, si une chose est claire, c'est que de révolution, il en est bien question, compte tenu de la rapidité et de la profondeur des bouleversements dans la société allemande provoqués par l'arrivée au pouvoir des nazis. Aux côtés de l'antisémitisme, des objectifs de politique extérieure et du fonctionnement du système économique, la radicalité du processus constitue en elle-même une des caractéristiques majeures qui différencient le nazisme allemand des années 1930 du fascisme italien de la décennie précédente. Néanmoins, contrairement à ce que croit Chapoutot, cette révolution ne se situe pas du tout sur un niveau culturel ou intellectuel : elle se place résolument sur un plan politique. Autrement dit, Chapoutot confond la cause et l'effet. Ce qu'il analyse, ce sont essentiellement les symptômes discursifs de la radicalité de la révolution nationale nazie, qui, dans sa dimension totalisante, atteint jusqu'aux conceptions intellectuelles les plus imperméables aux changements politiques, comme l'archéologie par exemple. Ceci ne signifie pas pour autant que cette révolution ait été dépourvue d'une idéologie. Assurément, on ne peut pas réduire l'explication de l'accaparement total du pouvoir par les nazis à la persécution contre les opposants et à une relance fondée sur le réarmement de l'Allemagne, même si le mélange de répression politique et de dynamisme économique, appuyé par un appareil de propagande très efficace, a eu infiniment plus d'effets que les conceptions mythologiques qu'ils véhiculaient sur la Grèce antique.

Si le système idéologique de la révolution nazie pouvait séduire à l'époque, c'était parce qu'il était basé beaucoup plus que ce qu'en croit Chapoutot sur l'histoire et l'expérience immédiates des Allemands. Il prônait, c'est vrai, un retour en arrière, non toutefois aux temps immémoriaux de la mythologie germanique, mais simplement avant novembre 1918. Comme le démontrent *Mein Kampf* et les discours d'Hitler à partir du 30 janvier 1933, c'était une véritable obsession du Führer. Il fallait balayer d'un coup de main la défaite ignominieuse du Reich et toutes les calamités qui en avaient découlé : la Révolution allemande, l'avènement de la République de Weimar, les amputations territoriales du Traité de Versailles et les Réparations de guerre. Or, selon la lecture nazie, la cause de ces malheurs qui s'étaient abattus tour à tour sur la nation allemande était toute désignée : il s'agissait, non du judéo-christianisme, mais du judéo-bolchevisme. C'était aux traîtres à l'arrière du front, ces défaitistes de gauche juifs venus de l'étranger pour frapper l'Allemagne d'un coup de poignard dans le dos, associés à la finance

internationale, ce cosmopolitisme lui-même juif utilisant les guerres pour s'enrichir aux dépens des nations, qu'incombait la responsabilité de l'effondrement allemand. A cette même juiverie internationaliste, allogène à l'intérieur du Reich, pour reprendre une expression chère à Chapoutot, d'autres maux funestes étaient encore attribués : l'installation d'un régime soviétique éphémère en 1919 en Bavière, qui avait constitué, comme on le sait, le théâtre de la première expérience d'Hitler en politique, puis le chaos économique du début des années 1920, où les grèves ouvrières avaient coïncidé avec une intense spéculation financière au temps de l'hyperinflation, avant le désastre de la Grande Dépression, lui-même provoqué de l'étranger. Tout cela était l'œuvre maléfique des conspirateurs judéo-bolchevistes.

Le peuple allemand n'était aucunement responsable de ses malheurs qui durant une décennie et demie l'avaient empêché de vivre, leurs causes étaient exogènes, leurs responsables, biologiquement différents de lui. Voici un discours qui trouvait aisément son public durant la crise du début des années 1930, alors qu'une large frange de la population était une nouvelle fois réduite à la misère la plus totale qu'aucune politique ne semblait pouvoir résorber. La révolution nazie entendait régénérer la grandeur de l'Allemagne, en extirpant tout ce qui était étranger à la communauté nationale, au premier rang les juifs, les communistes et les socialistes, synthétisés dans la figure du judéo-bolchevisme, et en comptant sur la seule force de l'esprit et des muscles des Allemands. La lutte des classes et la dépendance internationale devaient donc être définitivement bannies. Telle était l'essence du système idéologique nazi. De la sorte, en dépit de la brutalité des discours et des actes, il avait l'avantage de pouvoir séduire de vastes pans de la société allemande, bien au-delà des fanatiques : des nombreux anciens combattants qui n'avaient jamais accepté la réalité de la défaite allemande étant donné que le territoire du Reich n'était pas occupé par l'ennemi en 1918, des petits rentiers qui avaient été ruinés par l'hyperinflation après avoir fait montre de patriotisme en souscrivant aux bons du trésor pendant la guerre, jusqu'à une partie des ouvriers, désireux simplement que les conflits de travail cessassent une fois pour toute afin que les industries pussent redémarrer dans la situation désespérée du début de 1933, ainsi que de la grande bourgeoisie qui était intéressée évidemment par le combat contre la gauche. Au sein de la haute société, d'ailleurs, les diatribes contre la finance internationale des nazis n'effrayaient plus grand monde à l'époque, le système bancaire allemand ayant été fatalement atteint par la crise de 1931.

« Comprendre le nazisme »

L'idéologie nazie parlait aux Allemands parce qu'elle offrait une explication simple et efficace à la succession de désastres économiques et politiques dont ils ne se sentaient aucunement responsables. La thèse du complot judéo-bolchevique, aussi fantaisiste soit-elle, était légitimée parce qu'elle s'appuyait sur une série de faits véridiques qu'avaient vécus les Allemands : les grèves pendant la guerre, la simultanéité de la révolution allemande et de la défaite militaire, la prédominance des dirigeants juifs dans la Räterepublik bavaroise, la fuite des fortunes pendant l'hyperinflation. Evidemment, le nazisme recyclait en même temps toutes sortes d'idées nauséabondes diffusées de longue date en Europe, comme le racisme ou l'eugénisme, s'alimentant de la crise du libéralisme dont les origines dataient d'avant la guerre, mais ces conceptions ne suffisaient pas en elles-mêmes à offrir une alternative politique séduisante aux

Allemands. Quoi qu'il en soit, sur un point Chapoutot a raison : ce système idéologique n'était pas simplement un programme réactionnaire ou contre-révolutionnaire, dont la nouveauté aurait résidé uniquement en ce qu'il fût poussé jusqu'à son point le plus extrême. Le nazisme incarnait aussi une proposition pour une autre société, voire même une sorte de fantasme politique. Car, pour Hitler et les dirigeants nazis, s'il fallait revenir avant 1918, il ne s'agissait pas pour autant de retourner à l'époque du Reich wilhelmien de l'avant-guerre ; après tout, ils n'appartenaient pas à l'élite du monde de la Belle Epoque. Le fantasme d'Hitler, qui avait tellement apprécié l'expérience militaire dans les tranchées, était de créer une authentique communauté de combat, unie par des liens fraternels et régie par le principe du chef, à l'image d'un bataillon d'une armée. Chapoutot, dans ses bons jours, semble certes démontrer qu'il a une vague connaissance de cette dimension, mais il n'en prend guère toute la mesure et ne cherche aucunement à l'agencer avec ses fantaisies antiques. Car c'est pourtant bien là que réside le sens profond de la révolution nazie. Le nazisme, c'était dès 1933 un régime juridique d'exception, une économie autarcique, une recrudescence de l'interventionnisme étatique, la censure de la presse et des livres, le contrôle sur la population : en somme, un pays en guerre en temps de paix. A l'image d'une armée, chaque Allemand devait remplir une fonction bien définie au service de la communauté nationale. Les opposants, quant à eux, étaient des traitres.

Pour parler comme Chapoutot, il faut prendre au sérieux les mots des nazis, parce qu'ils expriment des mensonges qui sont des vérités profondes sur les valeurs qu'ils véhiculaient. Les mots qui importent toutefois ne sont pas ceux qui étaient enfouis dans d'obscures revues d'archéologie, rédigés par nécessité ou opportunisme politique, mais ceux que lisaient et entendaient tous les Allemands, à savoir au premier chef les interventions publiques d'Hitler. Or, s'il ne fait aucun doute que les inégalités économiques ne furent pas résorbées par les nazis, il n'en reste pas moins que le dictateur continuait de se présenter comme national *et* socialiste. Cette double affiliation n'était pas seulement le résidu de l'enfance bavaroise du mouvement, où les nazis avaient volontiers joué de la corde anticapitaliste pour concurrencer les communistes sur leur terrain de prédilection. Après 1933, elle resta essentielle d'un point de vue idéologique, et sa propagande ne perdit pas sa force. Encore en décembre 1941, dans sa célèbre déclaration de guerre contre les Etats-Unis, Hitler, au faîte de sa gloire, se revendiquait toujours d'un Reich socialiste. Alors même qu'il s'était engagé dans un combat de titans contre l'hydre rouge soviétique, qu'il représentait d'ailleurs dans son discours comme une lutte contre le péril asiatique d'une Rome, non germanique mais européenne, on pouvait l'entendre se dépeindre complaisamment en un simple petit homme de la rue, ancien caporal dans les tranchées et dur travailleur comme tout un chacun, par opposition à un Roosevelt issu de la haute bourgeoisie, planqué dans l'administration de Wilson pendant la guerre et, bien entendu, au service de la juiverie internationale. Le socialisme dont se réclamait Hitler n'était pas celui de la lutte des classes, cela va sans dire. Il trouvait sa source dans l'égalité face à la mort des soldats au front qui donnaient leur vie pour la nation. En 1933, le nazisme avait pu apparaître de la sorte à la fois comme un retour à l'ordre et comme un projet révolutionnaire destiné à recréer une nation sur des principes nouveaux, plus justes en comparaison des fondements très inégalitaires de la société de la Belle Epoque.

Qu'un tel programme politique ait pu être appliqué dans une des nations les plus développées au monde ne laisse pas d'interpeller les intellectuels depuis trois quarts de siècle. Dès les années 1920, toute l'Europe du Sud et de l'Est succomba progressivement à la vague autoritaire qui balaya le continent. Toutefois, aucun de ces régimes n'approcha, même de loin, le degré de contrôle, de coercition et de violence du nazisme avant la Seconde Guerre mondiale.

La seule exception valable était le régime bolchevique en Russie, ce qui donne quelque crédit à la thèse du totalitarisme, bien que les différences entre le nazisme et le stalinisme l'emportassent très largement sur les similarités et que les circonstances de la prise de pouvoir fussent incomparables. S'il s'inscrivait dans l'autoritarisme radical de l'entre-deux-guerres, inséparable de la brutalisation des sociétés européennes entre 1914 et 1918, le régime nazi était donc spécifique à l'Allemagne. Mais pourquoi diable l'Allemagne ? Chapoutot ne cesse de répéter que le point de départ de sa réflexion se situe dans la perplexité devant la transformation de la terre de Schiller et de Goethe en une nation génocidaire. Pourtant, son schéma explicatif ne résout aucunement le problème. Après tout, comme cette soi-disant révolution culturelle s'appuyait sur des conceptions intellectuelles présentes dans toute l'Europe, pourquoi ne s'était-elle pas déclenchée ailleurs ? Or, paradoxalement, une des clés de l'explication réside précisément dans le degré de développement et la puissance du pays. En 1933, l'Allemagne n'était pas un petit animal exsangue, mutilé par les traités de paix et rendu famélique par les crises. C'était, au contraire, un immense colosse frustré dont la force politique et industrielle était bridée depuis la guerre sans avoir été fatalement détruite. A ce bridage, le nazisme répondit par un déchaînement, au sens propre comme au figuré. Et une fois, la puissance libérée par la révolution nationale, il ne fut plus possible de l'arrêter. Pendant ce temps, on ne s'embarrassa guère de la Grèce antique.

« La loi du sang »

Si Chapoutot est un homme honnête – et peut-être au fond l'est-il – il devra admettre qu'il a tort. Ses textes fournissent les plus clairs démentis à sa thèse de la révolution culturelle. L'homme a en effet un génie, avouons-le, celui de savoir comme nul autre tendre le bâton pour se faire battre. Ce qui frappe immédiatement au cours d'une lecture exhaustive de son œuvre, c'est qu'il y a deux Chapoutot. Il y a d'abord l'historien culturaliste qui se dévoile dans ses ouvrages les plus importants. Usant et abusant du style indirect libre, il pratique alors une sorte d'exégèse, proche de celle de la critique littéraire compréhensive, où la voix du commentateur se confond avec celle du texte commenté. L'exercice est très abouti. Assurément, Chapoutot a dû être, durant ses années d'études, une véritable bête de concours lorsqu'il s'agissait de rendre des dissertations sur des sujets multiples et variés que les candidats ne peuvent pas maîtriser. Le problème c'est qu'en l'occurrence, les textes commentés ne sont pas des écrits littéraires, dont l'interprète plein d'empathie cherche à rétablir la cohérence ou trouver le sens latent, voire essaie de les embellir dans un jeu de concurrence avec l'auteur, mais des sources écrites par des nazis analysées par un historien qui se prétend spécialiste de la matière. D'où l'impression étrange qui se dégage des trois livres susmentionnés, où au manque patent de contextualisation se mêle l'absence de toute hiérarchisation du propos. Tout se passe comme si – c'est une entame de phrase très peu historienne qui devrait ravir Chapoutot – tout se passe donc comme si l'historien avait réussi à donner une cohérence à un melting-pot indigeste de discours sans queue ni tête. Quant à Hitler, et Chapoutot le revendique, il est réduit à un porte-voix parmi d'autres de cette soi-disant révolution culturelle qui n'est qu'une chimère.

Que cela soit dit une fois pour toute : les dirigeants nazis n'en avaient que faire de l'antiquité. L'architecture de Speer présentait quelques inspirations néo-classiques, mais,

comme Chapoutot le dit lui-même, cette esthétique était simplement dans l'air du temps pendant l'entre-deux-guerres. Surtout, les nazis cherchaient une justification historique à leurs actes à peu près partout. L'imaginaire médiéval était tout autant mobilisé dans la mythologie nazie, voire plus encore que la Grèce ou la Rome antique. Hitler était vu en d'autres occasions comme le digne descendant de Frédéric II, la référence au 18^e siècle, puisqu'il précède la révolution française, revenant très souvent, ce que Chapoutot confirme aussi. Tout ce qui pouvait prouver d'une manière ou d'une autre la grandeur pluriséculaire de l'Allemagne et légitimer les desseins belliqueux des nazis était bon à prendre. Il est hautement audacieux d'identifier là un principe fondamental de l'idéologie nazie sous prétexte peut-être que la Grèce antique serait le berceau de notre civilisation. En la matière, les nazis disaient simplement n'importe quoi. Chapoutot n'écrit-il pas dans sa thèse : « Le national-socialisme propose une fable. [...] Le mensonge est présenté comme vérité : à l'adéquation du discours à la chose, définition classique de la vérité, se substitue la simple adéquation, interne et autoréférentielle, du discours aux postulats du discours. » Il est vrai que, dans sa thèse d'habilitation, qui prétend désormais appréhender non seulement les pensées des nazis mais aussi leurs actions à partir presque exclusivement d'un corpus de textes publiés, il est écrit exactement le contraire : « Rarement dans l'Histoire l'adéquation entre le mot et la chose n'aura été aussi poussée que sous le III^e Reich. » Certainement, surtout, lorsqu'après janvier 1933, Hitler se présentait à toute l'audience internationale comme un pacifiste inoffensif...

Voilà donc pour le Chapoutot littéraire. Mais il y a un second Chapoutot, politique. L'historien, qui n'a peur de rien visiblement, a en effet publié une série d'ouvrages, de moins grande ampleur, traitant du nazisme dans sa généralité. Or, dans ces livres, de révolution culturelle, il n'en est plus question. N'est-ce pas la meilleure preuve de l'inconsistance de sa thèse ? Lorsque Chapoutot intègre par exemple le nazisme dans une réflexion sur l'autoritarisme européen durant l'entre-deux-guerres, à l'intérieur d'un ouvrage intitulé « Fascisme, nazisme et régimes autoritaires », il propose, en effet, une analyse d'histoire politique dans un genre des plus classiques, parsemée de références littéraires sans grande utilité. A l'exception de quelques très courts passages, où Chapoutot explique à ses lecteurs que les deux seules différences fondamentales entre le fascisme italien et le nazisme allemand sont le racisme, ce qui est vrai, et leur conception de l'histoire, ce qui est ridicule, le propos est événementiel au possible, flirtant avec l'histoire des grands hommes et montrant une méconnaissance inouïe de l'évolution des structures sociales et des relations internationales entre 1918 et 1945. Le fond est atteint lorsque Chapoutot parle d'économie, ce qu'il fait heureusement en de rares occasions. Notre grand esthète, bien qu'il s'en défende, se transforme alors en agent du Komintern. On peut l'entendre présenter, lors de conférences récentes, la thèse caricaturale d'une affiliation des nazis au grand capital avec une démagogie stupéfiante, tout en assurant sincèrement qu'après 1933, les placements étrangers se seraient dirigés en masse dans cet eldorado pour les investissements internationaux qu'aurait été l'économie autarcique allemande. Nous voici donc en plein délire. A vouloir démontrer à tout prix l'appartenance du nazisme à nos sociétés libérales, sans se soucier d'ailleurs aucunement de la cohérence du propos avec sa révolution anthropologique empreinte d'antiquités, Chapoutot en gomme maintes fois toute spécificité.

Il suffit de lire pour s'en convaincre son dernier livre « Libres d'obéir », le plus mauvais, où, brassant comme à son habitude des généralités à l'aide d'un nombre minimal de sources, Chapoutot ajoute un nouvel argument à sa thèse préférée en la matière, celle d'une très proche affinité entre le nazisme et le néolibéralisme actuel. Il alimente la réflexion par l'entremise cette

fois-ci d'une étude sur l'organisation managériale appliquée dans le IIIe Reich, qui aurait servi rien de moins que de modèle aux pratiques actuelles de management. La démonstration repose sur une seule étude de cas, enjolivée de quelques banalités attestant que les nazis cherchaient, comme aujourd'hui, l'efficacité et la rentabilité industrielle, un lecteur un peu cruel ne pouvant s'empêcher, ce mince livre de poche entre les mains, de se demander si, inconsciemment, le professeur n'admettrait pas lui-même quelques-uns de ces principes dans sa propre production historique. Sur le fond, la thèse est évidemment spécieuse étant donné que le management existait depuis quelques décennies déjà dans les entreprises allemandes quand Hitler était arrivé au pouvoir et que la continuité, si elle existe, est surtout visible avec l'Allemagne de l'Ouest de l'après-guerre, très peu néolibérale. À défaut de consulter des vieux papiers des années 1930, Chapoutot aurait pu au moins prendre la peine de se renseigner sur les transformations récentes du management d'entreprise, celui-ci évoluant, dans nos sociétés dématérialisées, aux antipodes d'une économie vouée à la production d'armement comme l'Allemagne nazie. D'ailleurs, Chapoutot ne précise jamais que, quoi qu'en dissent ses théoriciens à l'époque, le nazisme s'était attelé à instituer au premier chef une économie dirigiste, ce qu'un coup d'œil sur les statistiques lui aurait suffi de constater. Emporté comme toujours par son élan discursif, il peut alors se permettre, en toute liberté, l'interprétation la plus maximaliste de l'ouvrage célèbre de Götz Aly, « Hitlers Volksstaat », lui-même abrupt dans son propos : sous le IIIe Reich, nous assure-t-il doctement, « les impôts baissent [...] – le tout étant financé par les spoliations imposées aux ennemis politiques du régime et aux Juifs en instance d'exil, ainsi que les prédatons de la guerre à venir ». Que peut bien valoir la brutalité des chiffres devant la douceur des sophismes ? Par le subterfuge du radicalisme, Chapoutot a-t-il cru pouvoir se dédouaner à jamais face aux critiques qui, immanquablement, lui reprocheraient de ne pas comprendre, au-delà des discours, la réalité des pratiques et des rapports de force ? Il a eu tort.

Si le premier Chapoutot est agaçant au possible, le second a, lui, quelque chose de pathétique. Incapable de dialoguer avec l'immense historiographie allemande et anglo-saxonne, qu'il ignore le plus souvent, il se plaît, lorsqu'il n'avance pas des absurdités et des contre-vérités, à déconstruire inlassablement des idées reçues, qu'aucun historien sensé n'est prêt à soutenir, avançant de banalités en lieux communs, tout en revendiquant une entière innovation. Exemple parmi des dizaines d'autres, dans le livre sur l'autoritarisme de l'entre-deux-guerres, le lecteur apprendra à la première ligne que « l'histoire du XIXe siècle est généralement mal connue. » S'en suit donc sur une trentaine de pages, dans un livre qui n'en fait pas trois cents pour traiter de la problématique la plus complexe de l'histoire contemporaine, un exposé scolaire consacré à tout et n'importe quoi pendant le long siècle. Aux côtés de Balzac, Zola, Céline, Camus ou Malraux, Weber, Durkheim, Elias et Foucault, sans oublier Kant, Hegel, Nietzsche et Heidegger, viennent fleurir la copie. Force est de constater que Chapoutot, le libre voltigeur de l'exégèse, pique du nez et échoue sous le pupitre lorsqu'il traite de la réalité des faits. Voilà qui est significatif. D'ailleurs, en retour, Chapoutot en perd son latin. Le propos devient extrêmement laxiste : rien sur le bolchevisme et rien sur les autres autoritarismes en Europe de l'Est, un choix peu judicieux et totalement arbitraire ; une différenciation discutable, mais qu'il juge cruciale entre l'autoritarisme national-catholique, du Portugal, de l'Espagne ou de l'Autriche, et le fascisme italien, basée sur le seul examen du pouvoir de Dollfuss durant l'année 1933-1934 ; ou une analyse superficielle de la révolution nationale de Vichy qui semble ignorer à peu près toutes les avancées de la recherche depuis quarante ans, pour ne citer que quelques lacunes frappantes. Et, irrémédiablement, par une loi infaillible dont les historiens connaissent le secret, la forme finit par rejoindre le fond, jusqu'à contaminer le lexique et la

syntaxe. Les envolées gréco-romaines de Chapoutot font place à un discours terne, le ton d'un manuel d'école.

« Hitler »

A vrai dire, peut-être que le plus grand tort de Chapoutot n'est pas son ignorance – qui peut prétendre vraiment connaître le nazisme ? –, mais l'ignorance de son ignorance. Car comment expliquer alors qu'il s'est laissé aller à publier ce qui doit être en toute honnêteté la plus mauvaise biographie d'Hitler de ces vingt dernières années ? Ce livre co-écrit avec Christian Ingrao est un pur désastre. Lors de sa parution en 2018, quelques voix s'étaient élevées, manifestant leur perplexité devant un travail d'un telle médiocrité rédigé par des spécialistes reconnus du nazisme en France. *Le Monde* avait notamment diffusé une liste d'erreurs factuelles présentes dans le texte, ce qui, à l'époque, avait laissé des historiens expérimentés un peu sceptiques : des erreurs, il y en a évidemment partout. En réalité, le journaliste en question s'était montré très clément. L'ouvrage ne contient pas quelques erreurs, il est truffé de fautes les plus grossières si bien qu'on se demande si Chapoutot n'a pas cherché à se moquer du monde. Peut-être : après tout, dans l'univers académique, les détours par l'ironie sont des labyrinthes sans fin. On admettra à tout le moins que le sujet était fort mal choisi s'il s'agissait de susciter un effet comique, au regard de sa charge historique et morale. Or, l'historien ne ressent pas cette pesanteur. Il affirme en toute légèreté, dès les deux premières pages, que l'ouvrage « est issu d'une escapade », « un pas de côté » sur un sujet « mineur » ! Et, pour asseoir de tels propos, il invoque avec une nonchalance incroyable le courant qualifié de structuraliste dans l'étude du nazisme qui s'est développé depuis les années 1970 et a réévalué la place occupée par Hitler à l'intérieur de la machine nazie.

On sait que Mommsen, dans un travail désormais daté, a parlé d'un dictateur faible concernant Hitler. C'était une interprétation excessive, visant à mieux contredire une histoire du nazisme réduite à un hitlérisme, qui n'est plus admise aujourd'hui. La monumentale biographie de Kershaw, avec sa formule « travailler en direction du Führer », a trouvé une solution adéquate pour faire coïncider l'attitude instable d'Hitler au pouvoir et sa fonction nodale dans le système nazi tout au long de son existence. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun spécialiste sérieux n'a prétendu jusqu'à ce jour qu'Hitler n'était pas un sujet historique d'intérêt. Or, c'est précisément ce que dit Chapoutot. Régulant le sort du dictateur dans un livre minuscule qui n'est qu'une simple paraphrase d'une chronologie lacunaire dont Hitler est la plupart du temps absent, il affiche ouvertement son mépris total de la profession historique. Chapoutot cherche-t-il à pousser le post-modernisme jusqu'à son paroxysme ? En ce cas pourquoi ne relève-t-il pas le défi de confronter les grands événements politiques à son analyse de discours ? A défaut de connaître les intentions profondes à l'origine de cette catastrophe historique, on plaidera donc, par humanisme, l'ignorance de l'ignorance.

Or, de la part d'un historien, voilà le crime par excellence.

« *Nous vous suggérons AUSSI* »

Ready-made réalisé par l’auteur le 14 juillet 2020 au Tabac de La Sorbonne



❖ Newsletters

❖ Réagir

❖ Imprimer



Les banques centrales pendant la Grande Guerre

Central Banks in the Great War

Olivier Feiertag, Michel Margairaz, et al.


Presses de Sciences Po | Académique



Livre broché - 29,00 €



ePub - 21,99 €

Disponible chez ces revendeurs:  

Acheter

Description

Sommaire

Fiche technique

Titre

Les banques centrales pendant la Grande Guerre

Sous-titre

Central Banks in the Great War

Édition

Première édition

Auteurs

Olivier Feiertag, Michel Margairaz, et al.

Nous Vous Suggérons
Aussi



Histoire du paradis fiscal suisse

Christophe Farquet

Collection

Académique

Sujets

Repenser Vichy
« La France à l'envers »



« Fontaine »
(Vichy)

« Titre »
(*Surmoi*)

Des choix qui semblent anodins ont parfois des effets dévastateurs, et peut-être qu'un matin, Alya Aglan réalisera, en se réveillant, les dommages causés à son image, par ailleurs si lisse, par le titre conféré à son dernier ouvrage sur Vichy. L'implicite peut se retourner contre son auteure. Qui ne peut pas voir en effet dans « La France à l'envers » une mise en cause de sa propre pensée ? Si l'expression entend désigner ici l'inversion des valeurs républicaines, elle pourrait être parfaitement utilisée pour condamner le propos de son livre et, par extension, tracer le bilan d'une historiographie française qui a perdu tout sens de l'orientation sur Vichy. Pourtant, Aglan est une historienne prudente, pleine de sincérité.

Doit-on déceler dans ce titre une vengeance du surmoi à l'égard de l'appartenance à son milieu d'adoption ?²

² Toutes mes excuses, pour finir, à A.S***. Le noir de la nuit est exigeant, or « il n'exige de moi que les supplices de la vérité. »

« Sujets »

(Le passé à Saint-Guillaume)

La France se trompe sur Vichy, elle se trompe d'ailleurs aussi sur la défaite de 1940. Tout est à réécrire en somme.

C'est Robert Paxton qui est la cause première de ce désarroi historiographique. Lorsqu'il parut dans l'Hexagone en 1973, « La France de Vichy » arrivait assurément à point nommé. Il participa d'une contestation tardive du mutisme des grands universités françaises sur la période de guerre, quand ce silence n'était pas comblé par des justifications maladroites du pétainisme. Il en allait ainsi de la célèbre conception de Robert Aron, « le bouclier et l'épée » qui désignait Pétain et de Gaulle, prédominante à l'époque. Certes, les idées de Paxton n'étaient pas entièrement neuves au début des années 1970. Il ne suffit pas de citer selon l'usage « Frankreich in Hitlers Europa » d'Eberhard Jäckel, qui datait de 1966, pour en rendre compte. En cette même année soixante-six, dans le livre d'Henri Michel, une conclusion exprimait au mot près la thèse de Paxton.³ Mais, au fond, que les historiens français aient préféré déléguer à des confrères étrangers le soin de briser la citadelle de verre (dont le cœur se situait assurément à la Rue Saint-Guillaume) ou que la sacralisation de Paxton ait répondu à d'autres motifs propres au petit milieu parisien, cela n'a pas beaucoup d'importance rétrospectivement. Aujourd'hui, l'essentiel est ailleurs. La thèse de Paxton sur la collaboration est un sophisme, tout comme d'autres idées cardinales de l'historien américain. Et les Français n'ont cessé d'explorer ces impasses intellectuelles qui, sous couvert de perspective critique, leur épargnent l'effort d'un réel examen du régime de Vichy et de la défaite de 1940.

La « révolution paxtonienne », pour employer l'hyperbole usuelle avec toute l'ironie requise, est de la poudre aux yeux. Elle ne repose que sur un jeu de mot. « La collaboration, ce ne fut pas une exigence allemande à laquelle certains Français ont répondu, par sympathie ou par ruse. Ce fut une proposition de la France qu'Hitler repoussa en dernière analyse. » Cette phrase liminale du premier chapitre de Paxton est certes suivie d'un « certes » et de quelques réserves. Elle n'en constitue pas moins le propos essentiel du livre de l'historien américain ; elle est répétée une dizaine de fois dans la suite de l'ouvrage. Or, quels que soient le dégoût et la détestation qu'inspire le régime de Vichy, le lecteur averti ne peut s'empêcher de rester perplexe devant une assertion aussi inouïe. De fait, elle n'est qu'un leurre, qui se fonde sur un usage impropre dans ce contexte du terme « collaboration ». Au lieu d'évoquer la collaboration de la France à l'entreprise de domination de l'Allemagne, ce qui est bien entendu exigé par le III^e Reich et accepté par Vichy, Paxton se concentre sur les volontés de collaboration de la France *avec* l'Allemagne. Autrement dit, la collaboration exprime ici les désirs français d'obtenir en retour de l'adhésion aux exigences allemandes (c'est-à-dire de l'acceptation de la collaboration au sens habituel) des compensations de la part des nazis, ainsi qu'une place reconnue dans l'Europe nouvelle qui semble se dessiner à partir de 1940 (ce qui en effet sera le plus souvent

³ « La collaboration n'est donc pas le résultat d'un plan allemand méthodique, obstinément poursuivi, auquel une partie des dirigeants de Vichy se serait dérobée, tandis qu'une autre s'y serait soumise, avec plus ou moins de résignation ou d'empressement. C'est une politique imaginée par le gouvernement de Vichy, unanime derrière le Maréchal Pétain, et ce sont les Allemands qui, après l'avoir envisagée un moment avec faveur, n'ont plus voulu s'y engager, quand ils n'y ont plus découvert d'intérêt. » Henri Michel, *Vichy, Année 40*, Paris, Robert Laffont, 1966, p. 433.

repoussé par le III^e Reich).⁴ Déchiffrée de la sorte, la thèse de Paxton paraît tomber sous le sens et sa radicale nouveauté s'effondrer. L'Allemagne voulait une France vaincue et docile, quand Vichy, tout en consentant à la plupart des demandes germaniques, cherchait, sans grand succès, à revaloriser sa propre position : qui l'a jamais contesté ?

Or, cette terminologie spécieuse introduit immédiatement un degré élevé de confusion dans le débat. Cinquante ans avant Aglan, Paxton avait déjà réussi à mettre l'histoire française à l'envers. En se concentrant sur la collaboration réciproque, le livre de l'historien américain déplace, en effet, la focale d'analyse sur un phénomène de second ordre, qui, hormis les quelques velléités de jeter la France dans les hostilités aux côtés des forces de l'Axe, n'est pas l'aspect le plus dénonçable de la politique française. En revanche, la collaboration, telle qu'exigée par les Allemands, est une action de très grande ampleur, dont l'incidence sur la guerre mondiale s'est avérée de première importance. Vichy est coupable de l'avoir accepté sans résistance ou presque, et c'est là que réside son tort principal. Ce concours à la domination allemande est, au premier chef, économique. « La France de Vichy » consacre quelques courtes pages à cette dimension de la collaboration, sans en prendre la mesure réelle. Or ce volet est primordial. Quel est l'intérêt du régime de Vichy aux yeux des Allemands en 1940 ? La réponse est simple : c'est un système qui, en garantissant l'ordre, en restreignant la résistance (c'est la fameuse « hypothèque de Vichy ») et en défendant l'empire contre les Alliés, permet de réduire les hommes et les coûts nécessaires à une occupation, tout en participant à la spoliation de la France au profit du Reich. La contribution française est décisive pour les dirigeants allemands compte tenu des ressources nécessaires à la guerre totale menée contre le Royaume-Uni et l'URSS. C'est bien là que réside l'essence de la collaboration de la France à l'entreprise de domination de l'Allemagne nazie à partir de 1940.

Qu'on en juge par les chiffres. Par l'entremise du paiement des frais d'occupation (un euphémisme pour désigner l'amende gigantesque imposée par le Reich au moment de l'armistice) et du déficit de clearing (c'est-à-dire d'un crédit non remboursé qui permet à l'Allemagne d'importer plus qu'elle n'exporte), la France reverse gratuitement à l'Allemagne l'équivalent de plus d'une année et demie de produit intérieur brut entre 1940 et 1944. Et ce chiffre ne tient pas compte des milliards de Reichsmarks engrangés ou épargnés grâce aux nombreuses réquisitions forcées, de la contribution économique des travailleurs et des prisonniers de guerre français en Allemagne, ainsi que de la dévaluation forcée du franc, qui accroît artificiellement le pouvoir d'achat des Allemands dans l'Hexagone.⁵ Économiquement, aucun autre pays d'Europe n'a autant aidé l'Allemagne que la France, de telle sorte que le consentement à cette collaboration économique par le gouvernement de Pétain présente quelque chose de proprement grotesque. Cette acceptation réduit à elle seule à néant la thèse du bouclier sans devoir passer par les circonvolutions de Paxton. C'est une exploitation pure et simple à laquelle la France se soumet en 1940. L'humiliation politique est totale : les frais d'occupation, acceptés lors de la signature de l'armistice, se montent à eux seuls à environ un quart du revenu

⁴ On peut se convaincre de la justesse de cette lecture en examinant les occurrences du mot collaboration aux pages suivantes : Robert Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1997 (2^e édition, 1973), p. 91-92, 108, 187, 360.

⁵ Les frais d'occupation réels, très variables, s'élevaient probablement à un montant six fois moins élevé que les sommes imposées par l'Allemagne en automne 1942. Notons que la France amène à elle seule, pendant la guerre, 42% du total de ces contributions exigées par le Reich aux pays vaincus. On consultera l'ouvrage d'Alan Milward, *The New Order and the French Economy*, Oxford University Press, 1970, pour une analyse complète de ces transferts financiers.

national du pays, quand l'Allemagne a rechigné, dans l'entre-deux-guerres, à payer des réparations, assez légitimes au demeurant, s'élevant, elles, à quatre pourcents de son produit intérieur brut. Au regard de ces données inouïes, il en résulte naturellement un constat qui n'a jamais été approfondi par les historiens français : il ne fait aucun doute que Vichy a contribué à prolonger la guerre en Europe, qui aurait dû être perdue par l'Allemagne déjà en 1944, sinon en 1943.

Contester Paxton de la sorte, on le voit, ne revient pas à adoucir les méfaits de Vichy, bien au contraire. C'est rétablir la logique et la hiérarchie des faits historiques, ce qui, au final, aggrave le bilan de la France. Au lieu des intentions de coopération réciproque analysées en long et en large par l'historien, est replacée au centre de l'argument la réalité de la collaboration unilatérale, qui a eu une incidence indéniable sur le devenir de la civilisation européenne. Les historiens français sont d'autant plus coupables d'avoir adopté le récit paxtonien que l'ampleur de la collaboration économique était bien connue à l'époque de la parution de « La France de Vichy », par exemple grâce à l'ouvrage d'Alan Milward, sorti en 1970, « The New Order and the French Economy ». Et s'il est vrai que, depuis lors, ils ont rectifié le tir par l'engagement d'études de cas multiples en histoire économique, la collaboration financière reste traitée comme un phénomène annexe qui n'est pas placé au cœur de l'analyse.⁶ Or, admettre que le régime de Vichy a aidé à prolonger la guerre mondiale, ce qui paraît difficilement réfutable compte tenu de l'ampleur de l'apport économique fourni, a des implications très graves, par exemple concernant le génocide des Juifs.

Il est permis, par cette entremise, de remettre à l'endroit une autre thèse paxtonienne. L'historien américain soutient, à l'encontre de l'idée que Vichy serait parvenu à limiter l'ampleur des déportations, que le régime de Pétain aurait, au contraire, aggravé par la collaboration sa dimension.⁷ Pour ce faire, deux preuves sont avancées : d'une part, les législations antisémites qu'a instaurées Vichy de son propre gré dans la seconde moitié de l'année 1940, ce qui aurait préparé le terrain à la destruction des Juifs de France, auxquelles s'ajoutent par la suite les efforts accomplis par les autorités françaises pour aider les Allemands dans leur terrible dessein à partir de 1942 ; d'autre part, les statistiques, qui attestent qu'une proportion moins grande des Juifs de France a été sauvée en comparaison par exemple de l'Italie fasciste. Face à l'argument selon lequel une part bien plus considérable des Juifs de Belgique ou des Pays-Bas a été massacrée, Paxton répond par la mise en évidence des différences entre la France et ces deux pays, notamment la surface du territoire français et l'absence de concentration de la population juive dans les villes, entravant la réalisation du plan génocidaire. Mais ces preuves sont à moitié convaincantes seulement. La thèse de la collaboration voulue par la France n'est pas pleinement acceptable, une nouvelle fois : si le régime Vichy se veut dès le début antisémite, ses visées ne sont pas génocidaires, et, par la suite, sa collaboration à l'Holocauste est, dans la plupart des cas, consentie aux Allemands, non demandée par lui. Par ailleurs, il paraît difficile d'exclure de la réflexion, comme le font l'historien américain et d'autres à sa suite, qu'une occupation totale du pays dès 1940, avec une concentration massive de troupes allemandes sur le territoire français, aurait pu conduire à une destruction plus systématique des Juifs de France.

⁶ Significativement, le premier ouvrage de synthèse en français sur la collaboration économique date de 2017.

⁷ Michaël Marrus, Robert Paxton, Vichy et Les Juifs, Calmann-Lévy, 2015 (2^e édition, 1981).

En somme, il est raisonnable de penser que le maintien d'une zone non occupée jusqu'en novembre 1942 a pu limiter dans une certaine mesure les conséquences du génocide en France, surtout pour les Juifs de nationalité française, mais Vichy aurait assurément eu la marge de manœuvre pour accomplir beaucoup plus en la matière. Si le régime de Pétain ne l'a pas fait, c'est que ses dirigeants étaient antisémites, xénophobes, ou, dans le meilleur des cas, n'étaient pas prêts à mettre dans la balance des négociations quoi que ce soit de tangibles face aux Allemands pour diminuer le nombre de déportés. Toutefois, ce serait faire preuve d'une grande myopie que d'en rester à pareille réflexion. A partir du moment que le régime de Pétain contribue au prolongement de la guerre en Europe, il facilite, même involontairement, l'exécution du génocide et alourdit le nombre de ses victimes. Combien d'hommes et de femmes ont péri à l'Est parce qu'un groupe sans scrupules de militaires défaitistes, de politiciens opportunistes venus d'horizons divers et de hauts fonctionnaires technocrates, issus pour la plupart de *Sciences-Po*, a été prêt à remettre l'économie de leur pays à Hitler pour conserver une position politique pitoyable dans la France vaincue ? Assurément bien plus que le nombre de Juifs qui ont pu échapper à la déportation en France dans la zone Sud. Voilà ce sur quoi les historiens français devraient commencer à réfléchir.

On opposera donc à l'excès tapageur de Paxton la cohérence du radicalisme d'une pensée. Si la première attitude a eu peut-être le mérite d'être en phase avec une réaction légitime au carcan intellectuel excessif imposé à l'histoire française jusqu'aux années 1970, la seconde, elle, se défait de ces petites considérations politiques pour chercher à comprendre le nazisme et la Seconde Guerre mondiale dans toute la grandeur de leur atrocité. Au lecteur de juger laquelle de ces deux approches lui paraît la plus judicieuse en histoire. Mais, si on doit accorder une attention particulière à l'ouvrage daté de Paxton, c'est surtout en raison de son influence sur le paysage intellectuel français. Or, il n'a pas aidé non plus à améliorer la compréhension de la défaite militaire de 1940 et de la révolution nationale qui l'a suivie. Tout au contraire, à vrai dire, il est permis de penser que c'est parce que, sur ces deux pans, Robert Paxton a fait montre d'une réserve appuyée, voire d'une franche timidité, que les historiens français ont été si empressés d'adhérer à sa thèse spéculative sur la collaboration.

« Section »

(L'histoire au jour)

La défaite de la France de 1940 fut la conséquence ultime du défaitisme français. Cette affirmation n'est plus admise aujourd'hui : la soutenir revient presque à professer des théories conspirationnistes. Elle est pourtant incontestable.

Alors même que les historiens français se départaient définitivement de la complaisance affichée pour Vichy, sans toutefois mettre au jour les réalités de la collaboration, ils ont eu tendance, comme par compensation, à restreindre la focale d'analyse sur la défaite de 1940, au point d'en ôter toute intelligibilité historique. L'interprétation dominante aujourd'hui consiste à insister en effet sur la contingence de la défaite française, en soulignant au premier chef la surprise de la percée de Sedan, les erreurs du commandement français en mai et juin, puis une succession d'événements malchanceux. Très souvent, le ressort fondamental de la débâcle est concentré sur le sort unique des armes pendant les journées du 10 au 14 mai dans les Ardennes. Cette interprétation a un mérite, un seul, celui d'infirmer une vision déterministe des événements, qui situerait dans la force de frappe supérieure de l'armée allemande, la faiblesse du moral des troupes alliées ou la soi-disant décadence française les causes d'une défaite inéluctable, ces trois facteurs généraux ayant été à juste titre contestés. Mais, au-delà de cette utilité limitée, l'interprétation dominante représente rien de moins qu'une mise en échec pure et simple de la méthode historique. La contingence, comme le hasard, ne peut certes pas être totalement évacuée de l'analyse du passé. La placer au cœur de l'explication d'un fait crucial, c'est simplement avouer son incapacité à identifier rationnellement la causalité historique et à mettre en contexte une situation.

Rappelons d'abord l'évidence. Si le désastre des Ardennes a débouché sur l'étrange défaite, c'est pour toute une série de raisons qui sont la résultante de stratégies, d'attitudes, de choix politiques, comme, par exemple, la tactique militaire de Gamelin, la panique parmi les élites françaises après la percée, la défection des Alliés ou la décision finale de ne pas continuer le combat le 17 juin. De la défaite dans les Ardennes, qui tient probablement jusqu'à un certain point du hasard, au fait historique général, c'est-à-dire la défaite de la France, il y a donc une succession d'autres événements qui, eux, sont beaucoup moins hasardeux que le sort d'une bataille. Contrairement à ce que presque la totalité des historiens français admettent comme gravé dans le marbre, il ne va pas de soi, par exemple, de demander un armistice, même dans la situation très compromise de la mi-juin, quand le nombre de militaires tués atteint environ 65 000 pour une armée de quelque 5 millions d'hommes. Somme toute, l'Allemagne nazie décidera, elle, de se défendre coûte que coûte pendant près de deux ans, alors même que la guerre était probablement déjà perdue à partir de l'été 1943. Il y aurait là une première matière à réflexion. Mais les facilités de la contingence sont trop séduisantes aux yeux des historiens français. Désormais, il en va étrangement de même de la plupart de leurs confrères anglo-saxons, à l'instar d'un bon historien comme Jackson qui n'est pas loin de rejoindre Vaïsse sur ce point. La tragédie du destin a été remplacée par le hasard des champs de bataille, qui, lui-même, semble déclencher par la suite l'inéluctable. A-t-on gagné au change ?

Pour rendre justice à ces travaux historiques, il est certes vrai que la plupart d'entre eux intègrent (souvent après avoir cité Bloch sans le commenter) des facteurs de plus longue durée, la plupart

du temps très abstraits, pour expliquer la débâcle. Par nombre d'occurrences, on placera en tête les disfonctionnements de la III^e République, le pacifisme issu des tranchées de la Grande Guerre et la stratégie militaire défensive héritée de 14-18, inapte à contrer la Blitzkrieg. Satisfaisons-nous de ce qu'un pas a été fait de la sorte vers l'exposition historique par les historiens de *La Sorbonne*. Seulement cette avancée reste fort hésitante. La corrélation entre ces conditions générales de l'entre-deux-guerres et les quatre jours dans les Ardennes demeure en effet mystérieuse, et, d'ailleurs, ces facteurs eux-mêmes sont assez douteux. Car la III^e République, malgré sa faiblesse supposée, a réussi à gagner auparavant la Grande Guerre, les troupes françaises se battent au printemps 1940, et l'omission des Ardennes par le haut commandement est, jusqu'à preuve du contraire, une lacune dans la défense française. Surtout, entre l'exposé de ces soi-disant forces structurelles et le déroulement événementiel des hostilités, il manque les éléments de moyenne durée que l'on doit chercher dans les mois et les années précédant la défaite. Au-delà des généralités et du hasard, ce sont les vraies causes profondes, proprement historiques, de la débâcle.

On arrive ici au cœur du problème. Les historiens ne parviennent plus à rendre compte de la crise politique et du défaitisme français de la fin des années 1930. Beaucoup plus qu'au sujet de Vichy et des événements de mai-juin 1940, c'est en ce domaine qu'ils font fausse route depuis des décennies. Frank, à la suite de Duroselle, a tort sur l'histoire diplomatique de 1938-1939, Bernstein, Winock et leurs successeurs, comme d'ailleurs leurs opposants Soucy ou Sternhell, se trompent sur l'extrême-droite avant Vichy, quant à Azéma, il fait erreur sur le défaitisme. Ajoutons que Noiriel, avec ses soi-disant origines républicaines de Vichy, fournit, pour sa part, un catalogue de banalités sans intérêt. La France était, sans doute, xénophobe au XIX^e siècle, mais cela permet-il d'expliquer quoi que ce soit ? Il ne reste plus alors qu'à laisser à Annie Lacroix-Riz le soin de falsifier les sources d'archives (je les ai vérifiées) pour décrédibiliser toute analyse critique du pouvoir. Ecrivons-le une fois pour toute : il n'existe pas de preuves historiques de l'organisation d'un complot contre la République. Au final, cette atrophie historiographique arrange tout le monde. Le syndrome de Vichy, dont la dénonciation a fait la carrière de Roussio, jusqu'à devenir ridiculement lui-même une des causes principales du supposé syndrome, est un songe. Il y a par contre un syndrome de la défaite : les historiens français, en refusant de regarder en face la défaite, ont défait l'Histoire.

La défaite de la France de 1940 est la conséquence ultime du défaitisme, et c'est entre 1938 et 1939, alors que la société française est plus que jamais en crise, que ce sentiment se répand à grande vitesse parmi les élites. La thèse du redressement français après la Conférence de Munich n'est pas valide, en effet. Au contraire, le défaitisme, sous diverses formes, s'accroît, et le climat politique annonce l'avènement du régime de Vichy. Les ouvrages de référence des historiens français commettent à ce titre une multitude d'erreurs d'interprétation grossières, qu'il est aisé de rectifier. D'abord, dès la fin de l'année 1938, la politique étrangère française, bien loin de se durcir, rejoint l'apaisement anglais. Si la perfide Albion a sans doute entravé, depuis le milieu de la décennie, la tenue d'une attitude plus ferme de la part des Français à l'égard de l'Allemagne nazie, les appeasers français et britanniques s'appuient désormais les uns sur les autres pour justifier leur attentisme, ce qui crée dans les deux pays une dynamique impropre à combattre les visées d'expansion du III^e Reich. Qu'on sache relire pour s'en convaincre le récit d'Anthony Adamthwaite dans son « *France and the Coming of the Second*

World War », malgré ses conclusions quelque peu contradictoires.⁸ Mais il y a surtout un autre fait évident que les historiens français paraissent curieusement ignorer : si la France semble raffermir sa position diplomatique après la marche sur Prague, puis déclare la guerre après l'invasion de la Pologne, non sans quelques attermolements pathétiques, au final, elle ne fait pas la guerre en 1939. C'est là que se situe bien entendu l'élément crucial, puisque la grande majorité des politiciens est désormais convaincue qu'un affrontement interviendra tôt ou tard avec l'Allemagne. Or, une attaque contre le Reich en septembre, alors que le gros des troupes de la Wehrmacht est concentré à l'Est, aurait assuré une victoire rapide aux Alliés. Il fut un temps où l'histoire diplomatique allemande la plus classique en était elle-même convaincue.

La France a volontairement abandonné l'Europe de l'Est à l'Allemagne après Munich, et ce n'est pas la valse-hésitation des négociations alliées avec l'URSS au cours du printemps et de l'été 1939, où, au-delà des divergences de forme, les trois partis semblent d'accord sur un seul point, le refus d'une alliance contraignante, qui viendrait infirmer ce constat indubitable. En septembre, Gamelin se contente d'un petit galop risible dans la Sarre pour honorer l'alliance polonaise, et les rêves germaniques d'un Mitteleuropa deviennent réalité, bouleversant les rapports de force internationaux. Comment qualifier autrement que de défaitiste une telle attitude d'une grande puissance, qui se détourne des possibilités d'une victoire immédiate, tout en détériorant sensiblement à l'avenir sa position stratégique dans une guerre certaine ? Ce n'est pas le pacifisme de la population française qui doit être mis en cause puisque, si de tels sentiments existent évidemment dans l'Hexagone, comme d'ailleurs en Allemagne, les historiens admettent que les Français sont en majorité prêts à se battre après la marche sur Prague. On verra plus loin que l'idée d'une « mentalité de la ligne Maginot », soit la prédominance de la stratégie défensive dans l'armée française, doit également être battue en brèche.

Les sources du défaitisme sont politiques. Dans les hautes sphères parisiennes, en 1939, la guerre, ce n'est plus chic. Pourquoi ? Il est évident qu'on ne pourra jamais comprendre le défaitisme des dirigeants français sans prendre en compte la haine qu'a suscitée le Front populaire et qui, par extension, a contaminé l'adhésion à la République dans le camp conservateur. L'expression « plutôt Hitler que Blum » a certes ceci de caricatural que, jusqu'à preuve du contraire, très peu espéraient vraiment voir les nazis à Paris. En revanche, la phrase met correctement en évidence en direction de qui se situaient les ressentiments les plus vifs. Plus généralement, les années 1936-1939 créent, à droite comme à gauche de l'échiquier politique, une scission totalement inédite en France entre les mous et les durs en politique étrangère, qui est renforcée par la confusion créée par la singularité du national-socialisme. Les pacifistes, qui ne sont souvent que des défaitistes masqués, se trouvent en nombre parmi les rangs de la gauche comme ceux de la droite. De plus, par son mélange de vigueur nationale et d'anticapitalisme, le national-socialisme en Allemagne n'est pas sans susciter quelque intérêt coupable parmi les premiers et ce, bien au-delà des transfuges « néos » ou des extrémistes à la Doriot. Du point de vue de la droite, si, à quelques exceptions près, le national-socialisme n'est pas vu comme transposable en France, il exerce cependant une influence salutaire pour accélérer le retour à l'ordre à l'intérieur du pays par la menace qu'il fait peser. On admet

⁸ Relevons, en passant, la parution récente d'un ouvrage intelligent, bien qu'il soit quelque peu vulgarisateur, sur l'apaisement britannique, dont les historiens français feraient bien de s'inspirer (d'autant plus qu'il existe une traduction française) : Tim Bouverie, *Apaiser Hitler*, Paris, Flammarion, 2019.

d'ailleurs volontiers que, si l'Allemagne nazie veut devenir la police de l'Europe, la France peut bien déléguer ce rôle et se décharger des encombrantes alliances à l'Est.

Une réelle fracture est perceptible dans le champ politique français, qui s'approfondit entre 1938 et 1939, ce qui conduit aux décisions de demi-mesure de Daladier, susceptibles de satisfaire le plus grand nombre, mais inaptes à parer à la menace imminente. Bien que l'économie française connaisse, pendant ce temps, un redressement après Munich, caractérisé par le retour d'une partie des capitaux qui ont fui la France du Front populaire, c'est la continuité de la politique d'apaisement de Daladier, couplée aux mesures énergiques de Reynaud pour liquider l'héritage économique de Blum et Auriol, qui en est la cause. Certes la France est désormais en condition d'accélérer le réarmement, contribuant à réamorcer la pompe économique après près d'une décennie de crise, mais elle rechigne toujours à faire une guerre inévitable. Qu'il y ait eu un redressement économique, sans que cela ne conduise aucunement à un redressement politique, cela accroît d'ailleurs la responsabilité des dirigeants français. Toutefois, la crise politique française est plus aigüe. Elle ne se réduit pas à une simple fracture. En germe, à l'intérieur du pays, ce sont maintes caractéristiques du régime de Vichy qui apparaissent déjà entre 1938 et 1939.

Les années d'avant-guerre sont marquées par l'avènement foudroyant du Parti social français, issu des Croix-de-Feu, après que cette ligue a été interdite par la Front populaire. Or, ce parti, placé très à droite et dont l'adhésion à la République est très relatif, devient de loin, en nombre de membres, la première organisation politique de France avant la guerre. Il ne fait aucun doute que, si les élections de 1939 n'avaient pas été ajournées, elle aurait remporté un succès probant au point d'être en position de pouvoir diriger une coalition gouvernementale. Les historiens, français et anglo-saxons, n'ont eu de cesse depuis vingt ans de se quereller sur la nature du PSF. Était-il fasciste, à moitié fasciste, non-fasciste ? Comme toujours, ils ont buté sur la définition du fascisme puisque l'utilisation de ce terme, au-delà du cas italien, s'avère très problématique. Le nazisme était-il d'ailleurs lui-même fasciste ? Il se distinguait suffisamment profondément du mouvement mussolinien, par son antisémitisme, ses objectifs de politique extérieure, le système économique qu'il préconisait, ou simplement sa radicalité stupéfiante, pour que la question fasse sens. Le PSF, lui, est assurément plus traditionnaliste et chrétien que les fascistes italiens. Ce qui est sûr, et c'est cela l'essentiel que les historiens français n'ont pas voulu voir une nouvelle fois, c'est qu'il annonce en droite ligne le régime de Vichy, qui, en dépit de la radicalité du changement politique qu'il introduit en 1940 en France (plus brutale que la rupture de 1922 en Italie, soulignons-le) sera lui aussi traditionnaliste et chrétien. Pétain ne s'empresse-t-il pas de reprendre, mot pour mot, le slogan du PSF, « Travail, famille, patrie », comme devise officielle de la nation ?

Les prémices de la défaite et de Vichy ont ainsi germé dans la société française de 1938 et 1939. Il y a quelque chose de nocif dans l'air parisien depuis l'hiver : si ce n'est pas tout à fait la peste brune qui se répand, c'est un sentiment plus imperceptible, comme une attente désillusionnée et fébrile qu'on en finisse une fois pour toute avec cette nation dépourvue d'horizons. Il est facile rétrospectivement de pointer du doigt les déficiences structurelles de la IIIe République et la paralysie du parlementarisme. A vrai dire, l'usage de ce poncif est très surprenant puisqu'à partir de 1938, Daladier s'appuie abondamment sur un pouvoir autoritaire par l'emploi systématique de décrets-lois. Si les parlementaires français ont si unanimement liquidé la République en juillet 1940, n'est-ce pas parce que leur rôle avait été précédemment réduit à la portion congrue ? Et l'inventaire des prémices de la débâcle pourrait être allongé. Il en est ainsi

de l'antisémitisme d'Etat, non seulement à cause de la réaction à Blum, mais aussi en raison de ce qu'on appelle alors la crise des réfugiés, accrue en 1939 par l'arrivée en masse des républicains espagnols. Quant à la collaboration avec l'Allemagne voulue par Vichy (au sens donc de Paxton), n'était-elle pas la persistance du fantasme d'avant-guerre selon lequel la France pourrait trouver sa place, sans devoir combattre, dans une Europe dominée par le Reich ?

Or, à partir de septembre 1939, le défaitisme français va trouver toutes sortes d'autres traductions remarquables sur le plan militaire. Le défaitisme militaire ne s'incarne pas seulement dans l'absence d'attaque lorsque celle-ci est indiquée. Il se matérialise également par le refus coûte que coûte des dirigeants français de faire la guerre sur le sol hexagonal. Après la guerre polonaise, Gamelin met toutes ses cartes dans le déploiement d'une stratégie visant à contrer la Blitzkrieg allemande le plus loin possible du territoire national, c'est-à-dire pour l'essentiel en Belgique et aux Pays-Bas. C'est l'entêtement dans cette stratégie, qui n'est pas vraiment inspirée de la Première Guerre mondiale – sinon par un effet repoussoir visant à épargner cette fois-ci à la France les coûts d'une guerre de position – qui sera la cause la plus évidente du désastre des Ardennes, de l'encerclement de l'armée française et du manque de réserves à l'arrière. Or, il ne s'agit pas d'une simple erreur : si cette tactique a de loin la préférence des dirigeants politiques français, qui l'acceptent sans objection, c'est qu'ils ne sont pas prêts à essuyer le prix d'une guerre en France. C'est le second volet du défaitisme militaire : la faute des dirigeants français d'avoir jeté leur dévolu sur une stratégie, très accommodante politiquement, mais extrêmement risquée militairement. L'audace n'est pas tant allemande, avec la mise en œuvre du plan Manstein, mais bien plus du côté français, avec l'adoption de la variante Dyle-Bréda.

La drôle de guerre, c'est le choix de la guerre défensive le plus loin possible des frontières de la France. Pour faire quelque chose, Daladier se précipite dans d'improbables aventures militaires – les plans inaboutis d'intervention dans le Caucase, l'opération désastreuse en Norvège, et avant cela, surtout, la guerre en Finlande contre l'URSS dont la participation française recueille l'enthousiasme unanime du corps politique. Le taureau du Vaucluse mugit fièrement en public, mais, si on le laisse faire, c'est parce qu'on sait que ses actes ne valent pas plus que le trot du petit veau. Faute de mieux, les politiciens trouvent avec lui une compensation à leur sclérose dans un anticommunisme hystérique après la signature du Pacte Ribbentrop-Molotov. Les communistes sont alors considérés comme des traîtres, et la France a de bonnes raisons de le penser. De là à en faire le principal cheval de bataille, tandis que les Panzers allemands s'apprêtent à débouler sur le pays, il y a un pas qui est franchi par opportunisme par les politiciens français. Finalement, Daladier tombe en mars, non à cause de Munich, de Prague ou de Varsovie, mais parce que la guerre en Finlande est déjà achevée. Reynaud, qui lui succède, ne change pas la donne, malgré sa réputation de dur face à l'Allemagne. Supporté par la majorité la plus mince de parlementaires, il s'empresse de mener un jeu d'équilibre confus, avec un cabinet contenant toutes les tendances en politique étrangère. Aux compromis de Daladier, qui ont mené à la paralysie, succède le grand écart de Reynaud, symbolisé par sa relation avec Hélène de Portes.

Le troisième temps du défaitisme militaire surgit après la percée de Sedan, qui fait croire immédiatement à Reynaud que le sort de la guerre est scellé et ce, cinq jours seulement après le déclenchement des hostilités. Or, si la bataille perdue se transforme en une guerre perdue, le ressort fondamental en est une nouvelle fois le défaitisme français. C'est lui qui incite Churchill, après qu'il a constaté de ses propres yeux l'ampleur du désarroi dans la capitale le 16 mai, à

devenir très méfiant sur l'opportunité de la poursuite de la campagne française. La spirale vers Dunkerque et la défection belge a débuté. Pendant ce temps, à Paris, un Weygand, qui n'est rapidement enclin qu'à quelques barouds d'honneur, et un Pétain, le plus défaitiste des généraux de la Grande Guerre que Reynaud a fait entrer lui-même dans le gouvernement le 18 mai déjà, jouent eux la carte de l'armistice. Pour le premier, il ne s'agit au fond que de sauver l'armée d'un affront, quand, pour le second, il faut saisir la chance politique de la défaite. Arrive alors le dénouement des 16 et 17 juin, qui, comme on l'a dit, est en lui-même une ultime marque du défaitisme militaire. En arrêtant le combat, suite à la demande du Maréchal, avant que la France ait obtenu l'armistice, quantité de soldats sont faits prisonniers, la majorité des quelque 1,5 millions capturés sur l'ensemble de la campagne. La principale déconvenue de l'armée française a donc lieu, après l'appel de Pétain, entre le 17 et le 22 juin.

Paxton a joué sur les mots pour faire accepter une improbable vision de la collaboration française. On pourra rétorquer que l'emploi du terme « défaitisme » est lui-même ici mal approprié puisqu'en dépit des hésitations et des atermoiements, jamais il n'est question à proprement parler de volonté de perdre chez les dirigeants français, du moins jusqu'à Sedan. Une telle objection, qui a pu être formulée par le passé, n'a pas lieu d'être puisqu'elle repose sur une mauvaise définition du défaitisme. Ce terme ne désigne pas le choix de la défaite, mais une attitude impropre à stimuler la victoire ou encline à accepter la défaite. Depuis l'hiver 1938-1939, un tel comportement est visible lors de toutes les étapes qui conduisent à la débâcle finale. En raison du défaitisme de ses dirigeants, la France aura donc le droit à une humiliation totale, qui paraît rétrospectivement plus grande encore que l'occupation intégrale du pays. L'avènement de Vichy, c'est le suicide carnavalesque d'une nation. L'arène de l'Assemblée nationale était devenue, avant la guerre, un espace de joutes verbales, sophistiquées et ironiques à l'extrême, de telle sorte que peu d'historiens sont aujourd'hui capables de comprendre les comptes-rendus sténographiés de l'époque. Au final, l'ironie suprême aura voulu que c'est dans une ville au nom qui évoque la victoire, à l'intérieur de son petit théâtre de province, que les parlementaires achèveront la République agonisante et avec elle, pour beaucoup d'entre eux, leur existence politique.⁹ L'opéra-bouffe atteint le comble du burlesque. Dans les palaces d'une ville d'eau, les clés du pays passent dans les mains d'un réactionnaire libidineux qui se propose de redresser moralement la France ; d'un ancien chef de guerre, ayant cru déjà à la victoire allemande lors des grandes offensives de 1918, qui fait mine désormais de sauver par sa fermeté et sa correction la patrie du déshonneur ; d'un vieillard cultivant sa réputation d'ascète qui donne carte blanche à une orgie spoliatrice d'une Allemagne sans foi. Quoi de plus excitant ?

Oui, la France est à l'envers en 1940. « Au moins, maintenant, son histoire sera remise à l'endroit », pensé-je, en mettant un point final au paragraphe précédent. Nous sommes le 22 juin. Mais ce matin, je me rends à la Librairie La Fontaine de Montparnasse et je découvre qu'Alya Aglan a sorti un nouveau livre sur le sujet pendant que j'étais aux Etats-Unis. Or, cet ouvrage est fantastique, au sens propre du terme. Non seulement la régression historiographique

⁹ Il faudrait se garder de minimiser cette dimension linguistique et sémiotique, qui est fondamentale dans le fonctionnement du jeu politique de la IIIe. Il est piquant, à ce titre, de constater que, durant l'entre-deux-guerres, les députés communistes ne paraissent souvent pas saisir les références implicites, en particulier lorsqu'elles sont formulées sous couvert d'ironie, ce dont les autres parlementaires ne manquent pas de relever pendant les débats. Est-ce là une marque de sincérité naïve ? Mais s'ils ne participent pas à aux festivités finales en juillet à Vichy, ce n'est pas par intégrité, mais parce qu'ils sont déjà passés, depuis près d'une année, au camp ennemi.

décrite ci-dessus est aggravée (Bloch pour le coup est cité pour rendre compte du bruit effrayant des Stukas), mais l'autopsie attentive du régime de Vichy, qui si on en croit le sous-titre constitue le sujet principal du livre, est éludée par le truchement de deux artifices : l'histoire des mouvements sociaux et l'histoire globale. Sous prétexte de vouloir combattre l'omission de Vichy dans le récit national, la France à l'heure de Pétain et de l'Occupation devrait en effet s'appréhender avant tout comme le théâtre d'une guerre civile. Le mythe de la « parenthèse vichyste » est remplacé par celui « des deux France », et, pour parer à l'objection qui rappellerait que le pays ne compte qu'une poignée de résistants jusqu'à la fin 1942, il s'agirait de se tourner vers les événements dans les colonies. Sans s'attarder sur ce que le ralliement de l'AEF ou l'opération en Syrie ressemblent très peu à une guerre civile (où sont d'ailleurs les populations colonisées chez Aglan ?), le subterfuge permet de la sorte de présenter un tableau qui se rapproche de celui dénoncé, en faisant disparaître presque intégralement maints traits fondamentaux de Vichy et de la collaboration. L'alliance de l'histoire sociale et de l'histoire transnationale ou globale avait, depuis un certain temps, contribué à accentuer la tendance des académiciens à l'édulcoration des réalités politiques, mais au moins cette entreprise n'avait guère jeté son dévolu sur la Seconde Guerre mondiale. « La France à l'envers » : tout serait-il toujours à refaire ?

« Vici »

(A venir)

On doit à l'apparition à Paris d'un original américain, il y a de cela près d'un demi-siècle, le réveil des Français sur les méfaits du régime de Vichy. Cependant, à coup de sophismes et de contre-sens, les universitaires parisiens se sont depuis lors engagés dans une voie sans issue, dont ils ne semblent pas près d'en sortir. Car la soi-disant révolution paxtonienne avait cela de séduisant qu'elle permettait de dénoncer Vichy sans mettre pleinement en cause la France, et c'est pour cette raison, et aucune autre, qu'elle a connu le succès que l'on sait. La France, quatre-vingts ans jour pour jour après l'étrange défaite, devra-t-elle souffrir une nouvelle humiliation historiographique, cette fois beaucoup plus cinglante ?

(Celle de devoir à l'orgueil d'un historien venu de Suisse le rétablissement à Paris de l'ordre de la pensée ?)